

Recherches sociographiques



Dominique GARAND, Laurence DAIGNEAULT DESROSIERS et Philippe ARCHAMBAULT, *Un Québec polémique. Éthique de la discussion dans les débats publics*, Montréal, Hurtubise, 2014, 450 p.

Andrée Fortin

Les anglophones au Québec
Volume 55, Number 3, September–December 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1028391ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1028391ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fortin, A. (2014). Review of [Dominique GARAND, Laurence DAIGNEAULT DESROSIERS et Philippe ARCHAMBAULT, *Un Québec polémique. Éthique de la discussion dans les débats publics*, Montréal, Hurtubise, 2014, 450 p.] *Recherches sociographiques*, 55 (3), 604–606. <https://doi.org/10.7202/1028391ar>

préconception républicaine est la matrice de conceptions différentes, au Québec et au Canada, de la laïcité, de la citoyenneté, de l'identité nationale et de la souveraineté populaire. De ce point de vue, ce « précis » a l'avantage de prospecter le républicanisme québécois qui travaillerait la pensée politique et civique contemporaine au Québec.

Parenteau reconnaît très tôt que le « modèle » républicain « demeure largement méconnu du grand public et est majoritairement perçu, par la classe politique ou médiatique et une bonne partie des intellectuels, comme une théorie étrangère au Québec » (p. 17). De fait, ce précis est conçu à l'usage des Québécois souverainistes dans l'espoir que cette prospection des attitudes républicaines contemporaines dans les quatre domaines retenus mènera enfin à la reconnaissance du fait, oublié jusqu'à ce jour, qu'il faudra bien un jour choisir la forme de gouvernance d'un Québec démocratiquement souverain. On a tardé à le faire dans les partis et mouvements comme dans le champ universitaire. En un sens, l'ouvrage tombe à point nommé, car il est important qu'une reconceptualisation du modèle de souveraineté soit intégrée à cette réflexion. Ne serait-ce que pour comprendre qu'un Québec indépendant pourrait difficilement rendre foi et hommage à la monarchie constitutionnelle britannique. Papineau a, en républicain convaincu, pensé l'émancipation, avec des effets inattendus. Parenteau a commencé, en souverainiste, à penser l'émancipation républicaine. Où peut-on se rencontrer dans ces deux démarches?

L'exercice de ce « précis » est largement spéculatif : il bat des sentiers, ouvre des pistes. Ceux qui porteront le changement républicain plus loin auront intérêt à ne pas penser comme on a pensé la Révolution tranquille : en misant sur le fait que les choses allaient changer d'elles-mêmes, que, parce qu'on découvrait la laïcité, le chaland allait la vouloir. Jusqu'à nouvel ordre, comme historien, je sais que les Patriotes ont misé sur la souveraineté populaire, mais que, de 1870 à 1945, la hiérarchie et le clergé catholique l'ont gommée et refusée, enseignant dans les classes de philosophie et en chaire l'obéissance aux « souverains » et au Christ-Roi. C'est tout autre chose que d'avoir façonné, construit et défendu une conviction depuis 1776 ou 1789. A-t-on au Québec autant le républicanisme que le nationalisme à l'esprit?

Yvan LAMONDE

Université McGill.
yvan.lamonde@mcgill.ca

Dominique GARAND, Laurence DAIGNEAULT DESROSIERS et Philippe ARCHAMBAULT, *Un Québec polémique. Éthique de la discussion dans les débats publics*, Montréal, Hurtubise, 2014, 450 p.

Dans les années 1990, quelques polémiques autour de la littérature, de la culture et de l'identité québécoises ont secoué le Québec. En cette décennie référendaire, elles ne se sont pas cantonnées à la souveraineté, à sa définition ou à ses contours et ont embrassé les questions d'engagement, d'ethnie et de racisme. Y

ont participé journalistes, écrivains, universitaires et essayistes, catégories plus poeuses qu'on pourrait le croire et dont les membres, dans la mesure où ils prennent la parole sur la place publique, peuvent être qualifiés d'intellectuels.

Quelles sont donc les polémiques dont discute le livre? Jean Larose a débattu avec Pierre Foglia et Jacques Pelletier sur la culture et la souveraineté culturelle; il y a eu aussi les « affaires » Esther Delisle autour du chanoine Groulx, Mordecai Richler autour des lois linguistiques et Monique Larue autour de la littérature migrante, ainsi qu'une autre plus tardive à propos de Bertrand Cantat et de sa participation à un spectacle de Wajdi Mouawad. Les textes ayant alimenté chacune de ces polémiques sont recensés en annexe. L'ouvrage se concentre en effet sur des polémiques qui se sont déployées dans les pages de journaux, de revues, voire de livres. Si parfois elles opposent des anglophones et des francophones (comme le débat autour d'un texte de Mordecai Richler) ou des fédéralistes et des nationalistes, elles peuvent aussi impliquer uniquement des souverainistes, comme les débats susmentionnés entre Larose et Foglia ou Pelletier. Elles se sont quelquefois limitées à deux protagonistes, mais à d'autres occasions ont engagé un grand nombre de participants. Certaines ont été bien circonscrites dans le temps, d'autres plus diffuses.

Garand, Daigneault Desrosiers et Archambault adoptent pour leur part le parti de ne pas prendre parti à propos de ces polémiques et d'en démonter la mécanique à partir de trois concepts : éthos, posture et scénographie. Le chapitre théorique, judicieusement placé en deuxième, après un premier discutant des échanges entre Foglia et Larose, est « illustré » à partir de la parole polémique de Pierre Falardeau et d'un débat entre Andrée Ferretti et René-Daniel Dubois sur leurs positions référendaires respectives. Ainsi, les propos sur l'éthos, la posture et la scénographie paraissent moins austères, et leur pertinence pour saisir les tenants et aboutissants d'un débat est clairement montrée. On est loin ici des théories de Habermas sur les débats dans l'espace public, car il appert d'une part que les normes présidant au débat font elles-mêmes l'objet de polémiques et que, d'autre part, il y a parfois absence de scène commune, comme dans la polémique entre Larose et Foglia, écartelée entre le monde universitaire et celui des grands médias. Si l'on parcourt les titres de quelques chapitres ou sections de l'ouvrage, on peut remarquer que les polémiques étudiées portent non seulement sur des controverses, mais aussi sur des dissidences, des discours collectifs, des malentendus.

La thèse des auteurs est que la polémique déborde souvent du monde des idées, ou plutôt que ce n'est pas que sur les idées que portent ces polémiques, mais aussi sur la posture des participants, ce qui ouvre la discussion aux attaques personnelles. Ces débats contribuent à faire émerger un « nous » au nom duquel on prend la parole et un « vous » dont on cherche à se démarquer. Selon les auteurs, qui opposent en cela les débats qui les occupent à ceux autour de la localisation du CHUM, lequel s'est centré sur des arguments rationnels et n'est pas tombé dans les procès personnels, la passion des polémistes se déchaîne autour de l'identité nationale et du rapport à l'autre.

Fenêtre ouverte sur les années 1990, décennie référendaire, ce livre intéressera certes les spécialistes de la littérature et de la culture, mais aussi les historiens

des idées. La définition de la culture et de l'identité québécoises ne cessant de faire débat, les polémiques dont traitent les auteurs demeurent largement irrésolues quelque vingt ans plus tard. À la lecture de l'ouvrage, on se prend à espérer qu'il évitera à de futures polémiques de tomber dans les mêmes dynamiques, voire dans les mêmes pièges que les précédentes, mais en même temps, l'analyse des trois auteurs convainc que cette dynamique et ces pièges seront difficiles à contourner.

Andrée FORTIN

*Département de sociologie,
Université Laval.
andree.fortin@soc.ulaval.ca*

Ivan CAREL, Robert COMEAU et Jean-Philippe WARREN (dir.), *Violences politiques. Europe et Amériques, 1960-1979*, Montréal, Lux, 2013, 328 p.

Après la répression des manifestations étudiantes au Québec en 2012 et alors qu'à Hong Kong la jeunesse qui manifeste pour jouir pleinement d'une vraie démocratie se frotte à la répression des autorités chinoises, il semble tout à fait à propos de revisiter certains épisodes violents qui ont marqué les décennies 1960 et 1970, ces « années de braise », et de s'interroger sur les mécanismes permettant de mieux comprendre « la rationalité de la violence politique ». C'est l'objectif premier que se sont donné les auteurs réunis ici sous la direction d'Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren.

Il est pertinent de rappeler que ces années ont été marquées par de nombreuses manifestations de la jeunesse en Amérique et en Europe. Des jeunes, des étudiants insatisfaits, qui, devant leur incapacité à provoquer par la voie légale et démocratique les réformes sociales, politiques et économiques souhaitées et devant la répression des autorités à leur endroit, prennent graduellement conscience que seul le recours à la violence peut mener aux changements espérés.

Divisé en quatre parties, le recueil traite d'abord du discours de légitimation de la violence, puis des contextes d'émergence de la violence et des pratiques de cette violence pour enfin aborder le thème de la mutation et de l'effritement de la légitimité. Une partie importante de l'ouvrage – cela va de soi – est consacrée à la crise d'Octobre 1970 au Québec, mais plusieurs auteurs abordent d'autres mouvements violents de contestation qui se sont développés aux États-Unis (*Weather Underground* et *Black Panther Liberation Army*), en Amérique latine, en Allemagne et en Irlande du Nord.

Certains articles sont particulièrement percutants. Retenons la contribution du sociologue Guy Rocher, éclairante et riche en enseignement en ce qu'elle remet en perspective, avec comme toile de fond la crise d'Octobre au Québec, la dynamique interne qui mène à la violence et définit le concept de violence répressive de l'État. Il faut saluer aussi la contribution de Bernard Dagenais, professeur en communication à l'Université Laval, qui analyse la réponse de l'État à la violence